

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/41729]

28 MAART 2023. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie voor de erkenning van diëtisten**De Minister belast met de erkenning en de contingentering van gezondheidszorgberoepen,**

Gelet op de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, artikel 88 ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 november 2021 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning van beoefenaars van paramedische beroepen;

Overwegende dat de Commissie voor de erkenning in haar zitting van 28 september 2022 haar huishoudelijk reglement vastgesteld heeft,

Besluit :

Artikel 1. Het huishoudelijk reglement van de Commissie voor de erkenning van diëtisten, gevoegd bij dit besluit, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 3. De Minister bevoegd voor de erkenning van de gezondheidszorgverleners is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 maart 2023.

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Wetenschappelijk Onderzoek, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/203897]

15 JUIN 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne les prestations de prévention des maladies et de soutien en cas d'épidémie des sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action Sociale et de la Santé, l'article 43/31/1, inséré par le décret du 22 décembre 2021, et les articles 47/1, § 1^{er} et 2, et 47/2, alinéa 2, insérés par le décret du 20 février 2014;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu les avis de l'Inspecteur des finances, donnés le 14 novembre 2022 et le 13 mars 2023;

Vu les accords du Ministre du Budget, donnés le 18 novembre 2022 et le 17 mars 2023;

Vu le rapport du 18 novembre 2022 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone et du comité ministériel, donné le 15 décembre 2022;

Vu l'avis n^o 277/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 21 décembre 2022;

Vu l'avis n^o 73.290/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 mai 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie n^o 1523, donné le 16 janvier 2023;

Considérant l'avis de la Commission wallonne de la santé, donné le 27 janvier 2023;

Considérant le décret du 21 décembre 2022 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2023;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 1^{er} juillet 2021 relative à la réorganisation du tracing dans le cadre de la mission de surveillance, gestion, maîtrise et prévention des épidémies de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans la partie première/1 du code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, insérée par l'arrêté du Gouvernement du 21 décembre 2018, il est inséré un Titre IV, comportant les articles 10/69 à 10/75, rédigé comme suit :

"Titre IV - Prestations de prévention des maladies et de soutien en cas de crise sanitaire des sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues

CHAPITRE 1^{er}. — Période hors épidémieSection 1^{re}. — Missions

Art. 10/69. § 1^{er}. La période hors épidémie correspond aux missions de base de la phase une visée dans le tableau repris en annexe 1/3, qui est activée en situation épidémique basse, voire modérée et maîtrisée. Durant cette phase, le personnel des sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues réalise des actions de prévention auprès des publics à risque via des agents de prévention. L'équipe active durant cette phase une est permanente et réalise les activités suivantes :

1° soutenir l'Agence dans la promotion de la santé et la prévention des maladies faisant l'objet de programmes de médecine préventive et de campagnes de prévention organisés par l'Agence ciblée auprès de segmentations spécifiques de la population wallonne;

2° mettre en place des actions proactives ciblées vers les affiliés et couvrant l'ensemble de la population wallonne en contactant via de multiples canaux tels que contact direct, téléphone, visioconférence, mail, applications, un public spécifique pour renforcer des messages de prévention des maladies faisant l'objet de programmes de médecine préventive et de campagnes de prévention organisés par l'Agence, améliorer la littératie en santé et orienter les affiliés en fonction des besoins identifiés vers des services adéquats mutualistes externes, régionaux et locaux;

3° la diffusion de messages de prévention des maladies faisant l'objet de programmes de médecine préventive et de campagnes de prévention organisés par l'Agence vers le tout public.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, le comité de suivi visé à l'article 10/74 détermine les publics cibles au départ du plan wallon de promotion de la santé et prévention visé à l'article 47/8 du Code décretaal.

Les thématiques d'intervention des agents de prévention des sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues sont définies en concertation avec l'Agence, sur base des priorités retenues dans le plan wallon de promotion de la santé et prévention.

§ 2. La définition des publics et des objectifs des interventions visées au paragraphe 1^{er}, le monitoring et le recueil des données sur les activités des agents de prévention ainsi que l'évaluation du dispositif sont définis par le comité de suivi visé à l'article 10/74.

Les méthodologies, les outils et le contenu des interventions visés au paragraphe 1^{er} sont définis par chaque société mutualiste régionale wallonne reconnue.

Section 2. — Subventionnement

Art. 10/70. § 1^{er}. Hors période épidémie, une subvention annuelle d'un montant total de 1.196.820 euros est octroyée aux sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues.

§ 2. La subvention accordée est destinée à financer les frais de personnel et de fonctionnement des sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues en lien avec les missions visées à l'article 43/31/1, alinéa 1^{er}, 1°, du Code décretaal et à l'article 10/69 § 1^{er}.

§ 3. Le montant visé au paragraphe 1^{er} est constitué d'une partie fixe et d'une partie variable, calculé chaque année par l'Agence sur la base de la moyenne des chiffres connu au 30 juin de l'année N-1.

Le calcul de la répartition de ce montant entre chaque société mutualiste régionale wallonne reconnue correspond à la somme :

1° de la partie fixe correspondant à cinq pour cent du montant visé au paragraphe 1^{er} répartie à parts égales entre toutes les sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues;

2° et de la partie variable, qui correspond à nonante cinq pour cent de l'enveloppe globale, ventilée comme suit :

a) cinquante pour cent répartis au prorata du nombre total d'assurés wallons, titulaires et personnes à charge, de chaque société mutualiste régionale wallonne reconnue divisé par le nombre total d'assurés wallons de l'ensemble des sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues;

b) quarante pour cent répartis au prorata du nombre total d'assurés wallons de 65 ans et plus, titulaires et personnes à charge, de chaque société mutualiste régionale wallonne reconnue divisé par le nombre total d'assurés wallons de soixante cinq ans et plus de l'ensemble des sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues;

c) dix pour cent répartis au prorata du nombre total d'assurés wallons, titulaires et personnes à charge, bénéficiaires de l'intervention majorée dans le cadre de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités au sein de chaque société mutualiste régionale wallonne reconnue divisé par le nombre total d'assurés wallons bénéficiaires de la même intervention majorée dans l'ensemble des sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues.

§ 4. La subvention allouée visée au paragraphe 1^{er} couvre les frais de vingt ETP agents de prévention au total, à concurrence de 59.841 euros par ETP. Ce montant couvre les frais de rémunération de ce personnel sous contrat de travail y compris leurs frais de déplacement en mission de service ainsi que les frais de fonctionnement liés à la mission. Les frais de fonctionnement admissibles sont toutefois limités à l'équivalent de 4.968 euros par ETP.

Le montant de la subvention allouée à chaque société mutualiste régionale wallonne reconnue correspond au minimum à la couverture des frais d'un ETP agent de prévention, déterminé au à l'alinéa 1^{er}. Le nombre d'ETP salarié visé à l'alinéa 1^{er} est arrondi à l'unité supérieure pour la société mutualiste régionale wallonne reconnue désignée par le comité de suivi visé à l'article 10/74 pour assurer la mission de coordination.

§ 5. Sur base du dossier justificatif visé à l'article 10/73, s'il s'avère que le nombre d'ETP effectivement mobilisés sont inférieurs aux ETP visés au paragraphe 4, la subvention théorique maximale est réduite au prorata de ces ETP.

Les ETP sont calculés sur base des heures rémunérées.

§ 6. Par dérogation à l'article 12/1, une avance correspondant à quatre-vingt-cinq pour cent de la subvention est liquidée au 1^{er} mars de l'exercice.

Le solde est versé sur la base du dossier justificatif visé à l'article 10/73 au 1^{er} mars de l'année N+1.

§ 7. Les montants mentionnés dans le présent article sont liés à l'indice-pivot 120,73 atteint en octobre 2022 (base 2013 = 100) et sont indexés conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

CHAPITRE 2. — Période d'épidémie

Section 1^{re}. — Missions

Art. 10/71. § 1^{er}. La période d'épidémie de la phase deux visée dans le tableau repris en annexe 1/3, est activée à la demande des inspecteurs d'hygiène régionaux, médecins et infirmiers de l'Agence en charge de la surveillance des maladies infectieuses visés à l'article 47/15 du Code décretaal, après validation du comité de suivi visé à l'article 10/74. Il s'agit d'une phase de transition pendant laquelle le personnel des sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues vient en renfort à la cellule de surveillance des maladies infectieuses de l'Agence afin de réaliser du suivi de cas index, de cas contact et de la notification de contact par téléphone. Des interventions de terrain peuvent être effectuées si elles sont jugées nécessaires par la cellule de surveillance des maladies infectieuses de l'Agence sur base de l'évaluation du risque.

§ 2. La période d'épidémie de la phase trois visée dans le tableau repris en annexe 1/3, est constatée en situation épidémique aiguë par les inspecteurs d'hygiène régionaux, médecins et infirmiers de l'Agence en charge de la surveillance des maladies infectieuses, et est validée par le comité de suivi visé à l'article 10/74. Durant cette phase, un call center externe est activé par le comité de suivi visé à l'article 10/74 pour réaliser du suivi de cas par téléphone et le personnel des sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues vient en renfort du call center externe et effectue des interventions de terrain.

§ 3. Les contenus et les méthodologies des interventions visées aux paragraphes 1^{er} et 2 sont définis par le comité de suivi visé à l'article 10/74.

§ 4. En tant que prestataires externes désignés par l'Agence dans le cadre des missions visées aux paragraphes 1^{er} et 2, les sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues traitent et collectent les données visées à l'article 47/14 du Code décretaal sous le contrôle et la responsabilité des médecins ou des infirmiers en charge de la surveillance des maladies infectieuses de l'Agence qui reste responsable du traitement de ces données. Les modalités de traitement des données à caractère personnel pour réaliser les missions des sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues visées aux paragraphes 1^{er} et 2 sont celles reprises à l'article 47/14 du Code décretaal.

Section 2. — Subventionnement

Art. 10/72. § 1^{er}. En application de l'article 43/31/1, alinéa 1^{er}, 2^o, du Code décretaal, les montants complémentaires annuels suivants de la subvention peuvent être alloués, de manière cumulative, à la société mutualiste régionale wallonne reconnue désignée par une décision du comité de suivi qui répartit ces montants au prorata de l'occupation de tout type de personnel de chaque société mutualiste régionale wallonne reconnue pour les missions visées à l'article 10/71 :

1^o en phase deux de la situation d'épidémie, un montant maximum de 645.666 euros;

2^o en phase trois de la situation d'épidémie, un montant maximum de 3.259.247 euros.

§ 2. Ces montants complémentaires sont destinés à couvrir le coût des prestations complémentaires effectuées dans le cadre des phases deux et trois de la situation d'épidémie, dont l'affectation d'agents supplémentaires pour assurer la prévention et la supervision des activités de prévention.

L'octroi et la répartition de ces montants aux sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues sont décidés par le comité de suivi visé à l'article 10/74 et selon les modalités prévues aux paragraphes 3 à 5.

§ 3. La subvention complémentaire annuelle liée à la phase deux vise à couvrir le surcoût de fonctionnement et de rémunération des 20 ETP agents de prévention découlant de l'évolution de la mission en phase deux.

La subvention est allouée à concurrence de 16.782 euros complémentaires par ETP agents de prévention, le plafond de frais de fonctionnement totaux admissibles étant dans ce cas relevé à 6.475 euros par ETP.

Un complément de subvention peut également être alloué sur décision du comité de suivi visé à l'article 10/74, afin de permettre le recrutement de trois ETP superviseurs intérimaires ou salariés, pour un montant maximum de 8.649 euros par mois par ETP, soit 103.788 euros par an par ETP, avec un plafond admissible de frais de fonctionnement s'élevant à 596 euros par mois par ETP, soit 7.152 euros par an par ETP superviseur.

§ 4. En phase trois de la situation épidémique, un complément de subvention peut être alloué sur décision du comité de suivi visé à l'article 10/74, afin de permettre le recrutement de :

1^o trente-cinq ETP agents de prévention supplémentaires, intérimaires ou salariés, pour un montant maximum de 7.022 euros par mois par ETP, soit 84.264 euros par an par ETP, avec un plafond admissible de frais de fonctionnement s'élevant à 596 euros par mois par ETP, soit 7.152 euros par an par ETP supplémentaire d'agent de prévention;

2^o trois ETP superviseurs supplémentaires, intérimaires ou salariés, aux mêmes conditions de financement que celles décrites au paragraphe 3, alinéa 3.

§ 5. Les montants de ces subventions allouées à chaque société mutualiste régionale wallonne reconnue correspondent au minimum à la couverture des frais d'un ETP agent de prévention, déterminé aux paragraphes 3 et 4. Le nombre d'ETP salarié visé aux paragraphes 3 et 4 est arrondi à l'unité supérieure pour la société mutualiste régionale wallonne reconnue désignée par le comité de suivi visé à l'article 10/74 pour assurer la mission de coordination.

§ 6. Sur base du dossier justificatif visé à l'article 10/73, s'il s'avère que le nombre d'ETP effectivement mobilisés sont inférieurs aux ETP visés aux paragraphes 3 et 4, la subvention théorique maximale est réduite au prorata de ces ETP.

Les ETP sont calculés sur base des heures rémunérées.

§ 7. Une avance, correspondant à quatre-vingt-cinq pour cent de la subvention théorique estimée sur base des modalités prévues aux paragraphes 3 et 4, est liquidée dans le mois qui suit la décision du comité de suivi d'activer le financement complémentaire.

Le solde est versé sur la base du dossier justificatif visé à l'article 10/73.

§ 8. Les montants mentionnés dans le présent article sont liés à l'indice-pivot 120,73 atteint en octobre 2022 (base 2013 = 100) et sont indexés conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

CHAPITRE 3. — *Dispositions communes**Section 1^{re}. — Modalités de justification de la subvention*

Art.10/73. Pour obtenir le solde des subventions visées aux articles 10/70, § 6, alinéa 2, et 10/72, § 7, alinéa 2, la société mutualiste régionale wallonne reconnue produit, en un exemplaire, le dossier justificatif qui se rapporte à l'objet de la subvention qui est constitué comme suit :

1° un compte détaillé présentant l'ensemble des recettes et des dépenses liées aux missions réalisées dans le cadre des subventions;

2° les copies des factures originales établies au nom de la société mutualiste régionale wallonne reconnue acquittées;

3° un récapitulatif reprenant par rubrique et par ordre chronologique les pièces justificatives reprises au 2°;

4° une attestation sur l'honneur émanant du responsable financier de la société mutualiste régionale wallonne reconnue qui certifie, d'une part, que les copies sont conformes aux pièces originales et, d'autre part, que les dépenses présentées en justification de cette subvention ne font l'objet d'aucun autre subside public;

5° un rapport annuel d'activités, concis et exhaustif, qui couvre la totalité de la période de subvention.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 3°, le récapitulatif comporte l'indication du montant total des pièces produites.

Section 2. — Comité de suivi

Art. 10/74. § 1^{er}. Un comité de suivi est constitué par l'Agence et peut être convoqué à tout moment par toutes les parties, dont les missions sont les suivantes :

1° définir les publics et les objectifs des missions visées à l'article 10/69, le monitoring et le recueil des données;

2° définir les contenus et les méthodologies des missions visées à l'article 10/71;

3° activer et de désactiver les différentes phases d'épidémie conformément au tableau repris en annexe 1/3;

4° définir les délais de passage d'une phase à une autre phase;

5° répartir les moyens budgétaires entre les sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues pour les phases deux et trois;

6° contrôler la conformité des activités des sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues;

7° désigner la société mutualiste régionale wallonne reconnue en charge de la coordination des missions et de la répartition des montants complémentaires visés à l'article 10/72, § 1^{er} ;

8° évaluer le dispositif.

§ 2. Le comité de suivi est composé des membres suivants :

1° de représentants du ministre;

2° de représentants de l'Agence;

3° de représentants des sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues.

Le nombre de représentants du ministre et de l'Agence est égal au nombre de représentants des sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues.

Le comité de suivi peut s'adjoindre la collaboration de toute autre personne dont il estime que la compétence est utile à l'évaluation du projet.

Le comité de suivi établit son règlement d'ordre intérieur.

Les rapports de réunions du comité de suivi et l'avis sur l'évaluation des activités des agents de prévention font partie intégrante du dossier de liquidation de la subvention.

Le comité de suivi se réunit tous les mois quand la phase un est activée et toutes les semaines quand les phases deux et trois sont activées.

Le comité de suivi peut adopter des mesures spécifiques en fonction de l'évolution de la situation épidémique.

§ 3. La société mutualiste régionale wallonne reconnue fournit un rapport d'activités intermédiaires, à la demande du comité de suivi.

Section 3. — Contrôle

Art. 10/75. § 1^{er}. Les sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues tiennent à la disposition de l'Agence pour contrôle éventuel les bilans et comptes, tous les documents de recettes et dépenses en lien avec les activités subventionnées, ceux liés au personnel mis en œuvre pour la réalisation des activités subventionnées et le registre du personnel anonymisé.

§ 2. L'Agence se réserve le droit de ne pas liquider tout ou partie du solde de la subvention ou de procéder à une récupération de tout ou partie de l'avance octroyée, s'il s'avère que la demande de subvention mentionne des données inexactes ou que la subvention n'est pas justifiée ou ne l'est que partiellement.

§ 3. Si la reconnaissance accordée à la société mutualiste régionale wallonne en vertu de l'article 43/3 du Code décretaal lui est retirée en cours de période de subvention, la subvention ne peut porter que sur la période ayant comme terme la date du retrait de la reconnaissance et est réduite au prorata de cette période. Il en va de même si le bénéficiaire renonce à la reconnaissance en cours d'année. ».

Art. 3. Dans le même code, il est inséré une annexe 1/3 qui est jointe en annexe au présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Art. 5. La Ministre de la Santé est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 juin 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Annexe

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juin 2023 modifiant le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne les prestations de prévention des maladies et de soutien en cas d'épidémie des sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues

« Annexe 1/3 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé - Tableau des seuils épidémiques

Phase de situation épidémique	Mode activation	Mission agents des sociétés mutualistes régionales reconnues	Call center externe
Phase 1 - période épidémique basse, voire modérée et maîtrisée	Mode de routine, de facto activé	Prévention auprès des publics à risque	non actif
Phase 2 - renfort de la cellule de surveillance des maladies infectieuses de l'AVIQ (SURVMI)	A la demande de SURVMI, après validation du comité de suivi	Support à SURVMI pour suivi cas index et notification de contact par téléphone, possibilité de descendre sur le terrain si jugé nécessaire par SURVMI	non actif
Phase 3 - situation épidémique aiguë	Constat par SURVMI et validation du comité de suivi	Intervention de terrain pour sensibilisation et vérification du respect des mesures prophylaxies dont la quarantaine	Activé

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juin 2023 modifiant le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne les prestations de prévention des maladies et de soutien en cas d'épidémie des sociétés mutualistes régionales wallonnes reconnues

Namur, le 15 juin 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/203897]

15 JUNI 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid met betrekking tot diensten voor de ziektepreventie en ondersteuning bij epidemieën geleverd door erkende Waalse gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op artikel 43/31/1, ingevoegd bij het decreet van 22 december 2021, en de artikelen 47/1, § 1 en 2 en 47/2, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 20 februari 2014;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 november 2022 en 13 maart 2023;

Gelet op de instemmingen van de Minister van Begroting, gegeven op 18 november 2022 en 17 maart 2023;

Gelet op het rapport van 18 november 2022, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan en van het ministerieel comité, gegeven op 15 december 2022;

Gelet op advies nr. 277/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 21 december 2022;

Gelet op advies nr. 73.290/4 van de Raad van State, gegeven op 4 mei 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië) nr. 1523, gegeven op 16 januari 2023;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne de la santé" (Waalse gezondheidscommissie), gegeven op 27 januari 2023;

Gelet op het decreet van 21 december 2022 houdende de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2023;

Gelet op de beslissing van de Waalse regering van 1 juli 2021 over de reorganisatie van tracing in het kader van de opdracht van het Waals Agentschap voor Gezondheid, Sociale Bescherming, Handicap en Gezin om epidemieën te monitoren, te beheren, te controleren en te voorkomen;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Deel I/1, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 december 2018, wordt een Titel IV dat de artikelen 10/69 tot 10/75 omvat, ingevoegd, luidend als volgt:

“Titel IV - Diensten voor ziektepreventie en ondersteuning bij gezondheids crises aangeboden door erkende Waalse gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand

HOOFDSTUK 1. — *Periode buiten de epidemie*

Afdeling 1. — Optrachten

Art. 10/69. § 1. De niet-epidemische periode komt overeen met de basistaken van fase één zoals beschreven in de tabel in bijlage 1/3, die geactiveerd wordt wanneer de epidemische situatie laag of zelfs matig is en onder controle. Tijdens deze fase voert het personeel van de erkende Waalse regionale ziekenfondsen preventieve acties uit met risicogroepen via preventiemedewerkers. Het team dat actief is tijdens fase één is permanent en voert de volgende activiteiten uit:

1° het Agentschap ondersteunen bij het bevorderen van de gezondheid en het voorkomen van ziekten die het voorwerp uitmaken van preventieve geneeskundeprogramma's en preventiecampagnes die het Agentschap organiseert en die gericht zijn op specifieke segmenten van de Waalse bevolking;

2° proactieve acties uitvoeren die gericht zijn op de leden en de hele Waalse bevolking bestrijken, door contact op te nemen met een specifiek publiek via verschillende kanalen zoals rechtstreeks contact, telefoon, videoconferenties, e-mail en applicaties, om preventieboodschappen over ziekten die vallen onder preventieve geneeskundeprogramma's en preventiecampagnes georganiseerd door het Agentschap te versterken, om de kennis inzake gezondheid te verbeteren en om leden volgens vastgestelde behoeften door te verwijzen naar geschikte externe, regionale en lokale mutualistische diensten;

3° het verspreiden van boodschappen aan het grote publiek over de preventie van ziekten die vallen onder programma's van preventieve geneeskunde en preventiecampagnes georganiseerd door het Agentschap.

Met betrekking tot paragraaf 1, 1°, bepaalt het toezichtscomité bedoeld in artikel 10/74 de doelgroepen op basis van het Waals plan voor gezondheidsbevordering en preventie bedoeld in artikel 47/8 van het decreetgevend deel van het wetboek.

De interventiedomeinen van de preventiemedewerkers van de erkende Waalse gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand worden in overleg met het Agentschap bepaald op basis van de prioriteiten van het Waalse plan voor gezondheidspromotie en preventie.

§ 2 De definitie van de doelgroepen en doelstellingen van de interventies bedoeld in paragraaf 1, het toezicht op en het verzamelen van gegevens over de activiteiten van de preventiemedewerkers en de evaluatie van het systeem worden bepaald door het toezichtscomité bedoeld in artikel 10/74.

De methodologieën, instrumenten en inhoud van de interventies bedoeld in paragraaf 1 worden bepaald door elke erkende Waalse gewestelijke maatschappij van onderlinge bijstand.

Afdeling 2. — Subsidiëring

Art. 10/70. § 1. Buiten de epidemieperiode wordt een jaarlijkse subsidie van in totaal €1.196.820 toegekend aan erkende Waalse gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand.

§ 2. De toegekende subsidie is bestemd voor de financiering van de personeels- en werkingskosten van de erkende Waalse gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand in het kader van de taken bedoeld in artikel 43/31/1, eerste lid, 1°, van het decreetgevend deel van het wetboek en in artikel 10/69, § 1.

§ 3. Het bedrag bedoeld in paragraaf 1 bestaat uit een vast gedeelte en een variabel gedeelte dat elk jaar door het Agentschap berekend wordt op basis van het gemiddelde van de cijfers bekend op 30 juni van het jaar N-1.

De berekening van de verdeling van dit bedrag over elke erkende Waalse gewestelijke maatschappij van onderlinge bijstand komt overeen met de som :

1° van het vaste gedeelte overeenstemmend met 5

van het in § 1 bedoelde bedrag, dat in gelijke mate verdeeld wordt tussen alle Waalse gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand;

2° van het variabele gedeelte overeenstemmend met 95

van de globale enveloppen, dat als volgt wordt gesplitst:

a) vijftig procent verdeeld naar rato van het totaal aantal Waalse verzekerden (titularissen en personen ten laste) van elke erkende Waalse gewestelijke maatschappij van onderlinge bijstand, gedeeld door het totaal aantal Waalse verzekerden van het geheel van de erkende Waalse gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand;

b) veertig procent verdeeld naar rato van het totaal aantal Waalse verzekerden van 65 jaar en ouder (titularissen en personen ten laste) van elke erkende Waalse gewestelijke maatschappij van onderlinge bijstand, gedeeld door het totaal aantal Waalse verzekerden van vijfenzeftig jaar en ouder van het geheel van de erkende Waalse gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand;

c) tien procent verdeeld naar rato van het totaal aantal Waalse verzekerden (titularissen en personen ten laste), begunstigden van de verhoogde tegemoetkoming in het kader van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen binnen elke erkende Waalse gewestelijke maatschappij van onderlinge bijstand, gedeeld door het totaal aantal Waalse verzekerden van dezelfde verhoogde tegemoetkoming in het geheel van de erkende Waalse gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand.

§ 4 De subsidie bedoeld in paragraaf 1 dekt de kosten van in totaal twintig VTE preventiemedewerkers, met een maximum van 59.841 euro per VTE. Dit bedrag dekt de bezoldigingskosten van deze personeelsleden met een arbeidscontract, inclusief hun reiskosten voor officiële dienstreizen, en de werkingskosten in verband met de opdracht. Subsidiabele operationele kosten zijn echter beperkt tot het equivalent van €4.968 per VTE.

Het bedrag van de subsidie toegekend aan elke erkende Waalse gewestelijke maatschappij van onderlinge bijstand komt minstens overeen met de dekking van de kosten van één VTE preventiemedewerker, zoals bepaald in het

eerste lid. Het aantal werknemers in voltijdse equivalenten bedoeld in lid 1 wordt naar boven afgerond voor de erkende Waalse regionale mutualiteit die door het toezichtscomité bedoeld in artikel 10/74 wordt aangeduid om de coördinatietaken uit te voeren.

§ 5. Indien op basis van de in artikel 10/73 bedoelde bewijsstukken blijkt dat het aantal daadwerkelijk ingezette VTE's lager is dan het in paragraaf 4 bedoelde aantal VTE's, wordt de theoretische maximumsubsidie verlaagd naar rato van het aantal VTE's.

VTE's worden berekend op basis van betaalde uren.

§ 6. In afwijking van artikel 12/1 wordt op 1 maart van het boekjaar een voorschot betaald dat overeenstemt met vijftientig procent van de subsidie.

Het saldo wordt op basis van de in artikel 10/73 bedoelde bewijsstukken betaald op 1 maart van het jaar N+1.

§ 2. De in dit artikel bedoelde bedragen zijn gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen 120,73 (basis 2013=100) dat in oktober 2022 wordt bereikt en worden geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

HOOFDSTUK 2. — *Epidemieperiode*

Afdeling 1. — Opdrachten

Art. 10/71. § 1. De fase-epidemieperiode bedoeld in de tabel in bijlage 1/3 wordt geactiveerd op verzoek van de gewestelijke gezondheidsinspecteurs, artsen en verpleegkundigen van het Agentschap belast met het toezicht op de besmettelijke ziektes bedoeld in artikel 47/15 van het decreetgevend deel van het Wetboek, na validering door het in artikel 10/74 bedoelde toezichtscomité. Dit is een overgangsfase, waarin het personeel van de erkende Waalse gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand de cel voor toezicht op besmettelijke ziektes zal ondersteunen om indexgevallen, contactgevallen en meldingen van contact per telefoon op te volgen. Veldinterventies kunnen worden uitgevoerd als de cel voor toezicht op besmettelijke ziektes van het Agentschap dit nodig acht op basis van een risicobeoordeling.

§ 2. De epidemieperiode van de derde fase waarnaar verwezen wordt in de tabel van bijlage 1/3, wordt door de gewestelijke gezondheidsinspecteurs, de artsen en de verpleegkundigen van het Agentschap die belast zijn met de opvolging van besmettelijke ziektes, vastgesteld als een acute epidemische situatie en gevalideerd door het toezichtscomité bedoeld in artikel 10/74. Tijdens deze fase wordt een extern callcenter geactiveerd door het toezichtscomité bedoeld in artikel 10/74 om de gevallen telefonisch op te volgen en het personeel van de erkende Waalse gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand ondersteunt het externe callcenter en voert veldacties uit.

§ 3. De inhoud en de methodologie van de interventies bedoeld in de leden 1 en 2 worden bepaald door het toezichtscomité bedoeld in artikel 10/74.

§ 4. Als externe dienstverleners die door het Agentschap zijn aangesteld in het kader van de opdrachten waarnaar wordt verwezen in de paragrafen 1 en 2, verwerken en verzamelen de erkende Waalse gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand de gegevens waarnaar wordt verwezen in artikel 47/14 van het decreetgevend deel van het Wetboek, onder toezicht en verantwoordelijkheid van de artsen of verpleegkundigen die belast zijn met het toezicht op besmettelijke ziektes voor het Agentschap, dat verantwoordelijk blijft voor de verwerking van deze gegevens. De procedures voor de verwerking van persoonsgegevens met het oog op de uitvoering van de opdrachten van de erkende Waalse gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand waarnaar wordt verwezen in de paragrafen 1 en 2, zijn deze die worden beschreven in artikel 47/14 van het decreetgevend deel van het Wetboek.

Afdeling 2. — Subsidiëring

Art. 10/72. § 1. Krachtens artikel 43/31/1, eerste lid, 2°, van het decreet kunnen de volgende aanvullende jaarlijkse subsidiebedragen cumulatief worden toegekend aan de erkende Waalse gewestelijke maatschappij van onderlinge bijstand die is aangewezen bij beslissing van het toezichtscomité, dat deze bedragen verdeelt naar rato van de bezetting van elk type personeel van elke erkende Waalse gewestelijke maatschappij van onderlinge bijstand voor de opdrachten bedoeld in artikel 10/71:

1° in fase twee van de epidemie, een maximumbedrag van 645.666 euro;

2° in fase drie van de epidemie, een maximumbedrag van 3.259.247 euro;

§ 2. Deze extra bedragen zijn bedoeld om de kosten te dekken van aanvullende diensten die tijdens de tweede en derde fase van de epidemie worden verleend, waaronder de aanstelling van extra personeel om de preventie en het toezicht op de preventieactiviteiten te garanderen.

Over de toekenning en verdeling van deze bedragen aan de erkende Waalse gewestelijke maatschappij van onderlinge bijstand wordt beslist door het in artikel 10/74 bedoelde toezichtscomité en volgens de in de paragrafen 3 tot en met 5 beschreven procedures.

§ 3. De aanvullende jaarlijkse subsidie voor fase twee is bedoeld om de extra werkings- en salariskosten te dekken van de 20 VTE preventiemedewerkers die voortvloeien uit de ontwikkeling van de opdracht in fase twee.

De subsidie wordt toegekend voor een extra bedrag van 16.782 euro per VTE preventiemedewerker, waarbij het plafond voor de totale subsidiabele bedrijfskosten in dit geval wordt verhoogd tot 6.475 euro per VTE.

Bij beslissing van het in artikel 10/74 bedoelde toezichtscomité kan ook een aanvulling op de subsidie worden toegekend om de aanwerving van drie tijdelijke of bezoldigde VTE-supervisoren mogelijk te maken, voor een maximumbedrag van 8.649 euro per maand per VTE, d.w.z. 103.788 euro per jaar per VTE, met een toelaatbaar maximumbedrag voor werkingskosten van 596 euro per maand per VTE, d.w.z. 7.152 euro per jaar per VTE-supervisor.

§ 4. In de derde fase van de epidemiesituatie kunnen aanvullende subsidies worden toegekend bij beslissing van het in artikel 10/74 bedoelde toezichtscomité om de aanwerving van de volgende personen mogelijk te maken:

1° vijftendertig bijkomende VTE preventiemedewerkers, tijdelijk of in loondienst, voor een maximumbedrag van 7.022 euro per maand per VTE, hetzij 84.264 euro per jaar per VTE, met een toegelaten plafond voor werkingskosten van 596 euro per maand per VTE, hetzij 7.152 euro per jaar per bijkomende VTE preventiemedewerker;

2° drie bijkomende VTE supervisoren, hetzij tijdelijk, hetzij in loondienst, onder dezelfde financieringsvoorwaarden als deze beschreven in paragraaf 3, derde lid.

§ 5. De bedragen van deze subsidies toegekend aan elke erkende Waalse gewestelijke maatschappij van onderlinge bijstand stemmen minstens overeen met de dekking van de kosten van één VTE preventiemedewerker, zoals bepaald in de paragrafen 3 en 4. Het aantal VTE-werknemers, vermeld in paragraaf 3 en 4, wordt naar boven afgerond voor de erkende Waalse gewestelijke maatschappij van onderlinge bijstand die door het toezichtscomité, vermeld in artikel 10/74, is aangeduid om de coördinatie-opdracht uit te voeren.

§ 6. Indien op basis van de in artikel 10/73 bedoelde bewijsstukken blijkt dat het aantal daadwerkelijk ingezette VTE's lager is dan de in de paragrafen 3 en 4 bedoelde aantal VTE's, wordt de theoretische maximumsubsidie verlaagd naar rato van het aantal VTE's.

VTE's worden berekend op basis van betaalde uren.

§ 7. Een voorschot dat overeenstemt met vijftientig procent van de theoretische subsidie die geraamd is op basis van de procedures in de paragrafen 3 en 4, wordt betaald in de maand die volgt op de beslissing van het Toezichtscomité om de aanvullende financiering te activeren.

Het saldo wordt op basis van de in artikel 10/73 bedoelde bewijsstukken betaald.

§ 8. De in dit artikel bedoelde bedragen zijn gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen 120,73 (basis 2013=100) dat in oktober 2022 wordt bereikt en worden geïndexeerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

HOOFDSTUK 3. — Slotbepalingen

Afdeling 1. — Procedures voor verantwoording van subsidies

Art. 10/73. Om het saldo van de subsidies bedoeld in de artikelen 10/70, § 6, tweede lid, en 10/72, § 7, tweede lid, te verkrijgen, legt de erkende Waalse gewestelijke maatschappij van onderlinge bijstand in één exemplaar de bewijsstukken over met betrekking tot het doel van de subsidie, die uit het volgende bestaat:

1° een gedetailleerde rekening van alle inkomsten en uitgaven met betrekking tot de opdrachten die in het kader van de subsidies worden uitgevoerd;

2° de afschriften van de originele facturen opgesteld op naam van de Waalse gewestelijke maatschappij van onderlinge bijstand en erkend als betaald;

3° een overzicht waarin per rubriek en in chronologische volgorde de bewijsstukken bedoeld in 2° worden opgesomd;

4° een verklaring op erewoord van de financieel verantwoordelijke van de erkende Waalse gewestelijke maatschappij van onderlinge bijstand waaruit enerzijds blijkt dat de afschriften eensluidende afschriften zijn van de originele documenten en anderzijds dat de uitgaven die worden ingediend om deze subsidie te rechtvaardigen, niet het voorwerp uitmaken van enige andere overheids subsidie;

5° een beknopt en volledig jaarlijks activiteitenverslag over de hele subsidieperiode.

Met betrekking tot paragraaf 1, 3°, bevat het overzicht een indicatie van het totale bedrag van de geproduceerde stukken.

Afdeling 2. — Toezichtscomité

Art. 10/74. § 1. Het Agentschap zal een toezichtscomité instellen dat te allen tijde door een van de partijen kan worden bijeengeroepen, met de volgende opdrachten:

1° de doelgroepen en doelstellingen bepalen van de opdrachten bedoeld in artikel 10/69, monitoring en gegevensverzameling;

2° de inhoud en de methodologie bepalen van de opdrachten bedoeld in artikel 10/71;

3° de verschillende epidemiefasen activeren en deactiveren volgens de tabel in bijlage 1/3;

4° de termijnen voor de overgang van de ene fase naar de andere vastleggen;

5° de budgettaire middelen verdelen onder de Waalse regionale ziekenfondsen die erkend zijn voor fase twee en drie;

6. toezien op de conformiteit van de activiteiten van de erkende Waalse gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand;

7° de erkende Waalse gewestelijke maatschappij van onderlinge bijstand aanwijzen dat belast is met de coördinatie van de opdrachten en de verdeling van de aanvullende bedragen bedoeld in artikel 10/72, § 1;

8° het systeem evalueren.

§ 2. Het toezichtscomité bestaat uit de volgende leden:

1° vertegenwoordigers van de Minister;

2° vertegenwoordigers van het Agentschap;

3° vertegenwoordigers van de erkende Waalse gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand.

Het aantal vertegenwoordigers van de Minister en het Agentschap is gelijk aan het aantal vertegenwoordigers van de erkende Waalse gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand.

Het toezichtscomité kan de hulp inroepen van elke andere persoon wiens expertise hij nuttig acht bij de beoordeling van het project.

Het toezichtscomité stelt zijn huishoudelijk reglement op.

De verslagen van de vergaderingen van het toezichtscomité en het advies over de evaluatie van de activiteiten van de preventiemedewerkers maken integraal deel uit van het dossier voor de betaling van de subsidie.

Het toezichtscomité komt elke maand bijeen wanneer fase één geactiveerd is en elke week wanneer fase twee en drie geactiveerd zijn.

Het toezichtscomité kan specifieke maatregelen nemen afhankelijk van de ontwikkeling van de epidemiesituatie.

§ 3. De erkende Waalse gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand bezorgen op verzoek van het toezichtscomité een tussentijds activiteitenverslag.

Afdeling 3. — Controle

Art. 10/75. § 1. Erkende Waalse gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand stellen hun balansen en rekeningen, alle inkomsten- en uitgavendocumenten met betrekking tot de gesubsidieerde activiteiten, deze met betrekking tot het personeel dat tewerkgesteld is om de gesubsidieerde activiteiten uit te voeren en het geanonimiseerde personeelsregister ter beschikking van het Agentschap voor eventueel onderzoek.

§ 2 Het Agentschap behoudt zich het recht voor het saldo van de subsidie geheel of gedeeltelijk niet uit te betalen of het toegekende voorschot geheel of gedeeltelijk terug te vorderen indien blijkt dat de subsidieaanvraag onjuiste gegevens bevat of dat de subsidie niet of slechts gedeeltelijk gerechtvaardigd is.

§ 3. Indien de erkenning toegekend aan de Waalse gewestelijke maatschappij voor onderlinge bijstand krachtens artikel 43/3 van het decreetgevend deel van het Wetboek wordt ingetrokken tijdens de subsidieperiode, kan de subsidie enkel betrekking hebben op de periode die eindigt op de datum waarop de erkenning wordt ingetrokken en wordt ze pro rata van die periode verminderd. Hetzelfde geldt als de begunstigde tijdens het jaar afziet van erkenning.”.

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt een bijlage 1/3 ingevoegd die als bijlage bij dit besluit wordt gevoegd.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2023.

Art. 5. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 juni 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

Bijlage

Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2023 tot wijziging van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid met betrekking tot diensten voor de ziektepreventie en ondersteuning bij epidemieën geleverd door Waalse gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand

“Bijlage 1/3 bij het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid - Tabel met epidemiedrempels

Epidemiefase	Activeringsmodus	Opdracht-personeelsleden van erkende gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand	Externe callcenter
Fase 1 - lage tot matige epidemie periode onder controle	Routinemodus, de facto geactiveerd	Preventie voor risicogroepen	inactief
Fase 2 - Ondersteuning voor de cel voor toezicht op besmettelijke ziektes van de "AVIQ" (SURVMI)	Op verzoek van "SURVMI", na goedkeuring door het toezichtscomité	Ondersteuning van "SURVMI" bij het opvolgen van indexgevallen en meldingen van contact per telefoon, met de mogelijkheid om het veld in te gaan als SURVMI dat nodig acht.	inactief
Fase 3 - Acute epidemie situatie	Vaststelling door SURVMI en validatie door de Toezichtscomité	Interventie op het terrein om het bewustwordingsproces te vergroten en de naleving van profylactische maatregelen te controleren, inclusief quarantaine	Geactiveerd

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2023 tot wijziging van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid met betrekking tot diensten voor de ziektepreventie en ondersteuning bij epidemieën geleverd door Waalse gewestelijke maatschappijen van onderlinge bijstand

Namen, 15 juni 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE